

Stop ! Le G20 ne peut plus ignorer les femmes !

Peuples Solidaires / ActionAid rend aujourd'hui public un rapport, *L'agriculture à égalité*, ayant pour vocation d'interpeller sur la situation spécifique des femmes, ignorées par les politiques de lutte contre la faim dans le monde et de développement de l'agriculture.

Dans quelques jours le groupe de travail du G20 sur le développement se réunira à Paris et devrait discuter l'établissement de réserves alimentaires en Afrique de l'Ouest afin de pouvoir apporter une réponse rapide en cas de crise alimentaire dans la région. Il devrait également examiner la façon d'apporter un soutien concret aux petits producteurs. Nous l'appelons à prendre en compte la situation spécifique des femmes dans les décisions qu'il prendra.

La majorité des petits producteurs à travers le monde sont des femmes ; pourtant, presque toutes les politiques agricoles présupposent que les agriculteurs sont des hommes. Les paysannes sont victimes de discrimination dans leur accès à la terre, à la formation, aux semences, au crédit et aux associations paysannes.

« Les femmes n'ont accès qu'à 2% des terres agricoles, à 1% des crédits en matière agricole et à 5% des appuis techniques dans ce domaine. Les politiques agricoles ne soutiennent pas suffisamment l'agriculture familiale et paysanne en général, et les paysannes en particulier. Elles renforcent ainsi une inégalité persistante entre les femmes et les hommes. »¹

« Cela suffit ! Le soutien aux paysannes et à leurs droits doit devenir un élément central de l'agenda du G20 pour combattre la volatilité des prix alimentaires. »²

Concrètement, cela implique que les Etats du G20 s'assurent que les ressources qu'ils consacrent à l'agriculture aillent prioritairement aux petits producteurs et bénéficient en particulier aux femmes et au renforcement de leurs droits. Cela suppose aussi qu'ils soutiennent les réformes agraires progressistes, qui consacrent le droit des femmes à la

1 Vanessa Gautier, chargée de mission genre, Peuples Solidaires

2 Antoine Bouhey, chargé de mission souveraineté alimentaire, Peuples Solidaires

propriété, à l'accès et au contrôle de la terre. Cela implique enfin que les organisations de femmes paysannes participent à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des plans nationaux en matière agricole.

Pour prendre en compte les besoins spécifiques des paysannes, les politiques de soutien à l'agriculture doivent se fonder sur des outils intégrant le genre.

L'accès des femmes à l'aide est un gage indispensable de succès des politiques sur la sécurité alimentaire. Produisant la majeure partie de l'alimentation consommée dans les pays du Sud, les femmes paysannes constituent le rempart contre de futures crises alimentaires.

Rapport en ligne sur notre site : www.peuples-solidaires.org

Contact presse :

Julie Nouvion, chargée de relations médias : 07 86 12 61 82

Peuples Solidaires - Action Aid

2B rue Jules Ferry, 93100 Montreuil

01-48-58-21-85

www.peuples-solidaires.org